

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION

CENTRE NATIONAL D'ÉDUCATION

SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

BP : 6331 Yaoundé – Cameroun

Tél : (237) 222 23 40 12



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF SCIENTIFIC RESEARCH
AND INNOVATION

NATIONAL CENTRE FOR EDUCATION

ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL SERVICE

PO Box 6331 Yaoundé – Cameroon

Tel : (237) 222 23 40 12

AVIS DE CONSULTATION ALA DEMANDE DE COTATION N°001/DC/CNE/MINRESI/CIPM-MINRESI/2026 DU 10 DECEMBRE RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN SERVICE DE GARDIENNAGE POUR LE COMPTE DU CENTRE NATIONAL D'ÉDUCATION (CNE)

1 Objet de la Demande de Cotation

Le Chef du Centre National d'Éducation (CNE) lance un avis de consultation pour la demande de cotation relative à l'acquisition d'un service de gardiennage dans ses services.

2. Consistance des prestations

Les prestations de la présente consultation, sont définies dans les Spécifications techniques annexées au dossier de consultation.

3. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à égalité des conditions aux entreprises de droit camerounais exerçant dans le domaine de la sécurisation des bâtiments publics et autres, et légalement reconnues par les autorités compétentes.

4. Financement

Les prestations, objets de la présente consultation, sont financées par le Budget de fonctionnement du CNE de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire suivante : 619300

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est d'un montant de **douze millions (12 000 000) Francs CFA**.

6. Allotissement

Les prestations objet du présent avis de consultation sont constituées d'un seul lot.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission **en ligne**.

8. Consultation du Dossier de Demande de Cotation (DCC)

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires générales, **Services des Marchés** (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42, BP 1457 ou au CNE, service administratif et financier téléphone 222 23 40 12 et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontacts.cm> dès publication du présent avis.

9. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42 ou au CNE, service administratif et financier, téléphone 222 23 40 12, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de **vingt-cinq mille (25 000) francs CFA**.

Il est également possible d'obtenir le DDC par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DDC.



10. Cautionnement de soumission

10.1- Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce n°7 du DDC dont le montant s'élève à **deux cent mille (200 000) francs CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Cette caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC).

10.2- L'absence de la caution de soumission sus-évoquée entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 08 janvier 2026 à 13 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé, au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (bâtiment principal), avec l'indication claire et lisible : **«AVIS DE CONSULTATION A LA DEMANDE DE COTATION N°001/DC/CNE/MINRESI/CIPM-MINRESI/2026 DU 10 DECEMBRE 2025 RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN SERVICE DE GARDIENNAGE POUR LE COMPTE DU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION »**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

12. Taille et format des fichiers : les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre



13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 08 janvier 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINRESI, dans la salle de réunion du rez-de-chaussée du bâtiment annexe N°02 sise au Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

Seuls les soumissionnaires ou leur représentant dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Critères d'évaluation

• 1^{ère} étape : Critères éliminatoires

- Absence de caution de soumission timbrée conforme au modèle joint en annexe et de son récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Proposition technique non conforme aux descriptifs de la prestation ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Absence d'une capacité financière d'un montant minimum de vingt-cinq millions de Fcfa ;
- Absence d'agrément à l'exercice des activités privées de gardiennage au Cameroun ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Absence de la charte d'intégrité ;
- Non-conformité du mode de soumission ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la copie opérationnelle de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

2^{ème} étape : Évaluation de l'offre financière

- Vérification de la concordance entre prix en chiffres et en lettres dans les BPU ;
- Vérification du report des Prix Unitaires des BPU et ceux du Devis Quantitatif et Estimatif ;
- Vérification du report des quantités de la DC au Devis Quantitatif et Estimatif ;
- Vérification du calcul et correction, le cas échéant du Devis Quantitatif et Estimatif.

3^{ème} étape : Comparaison des offres

16. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de douze (12) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel à la Demande de Cotation et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour



exécuter la Lettre-commande de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant **90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du MINRESI, Service des Marchés Publics (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 232 442 ou au Centre National d'Education, service administratif et financier, téléphone 699 33 48 91.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la **CONAC** au numéro **1517**, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : **(+237) 673 20 57 25** et **699 37 07 48**, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINRESI.

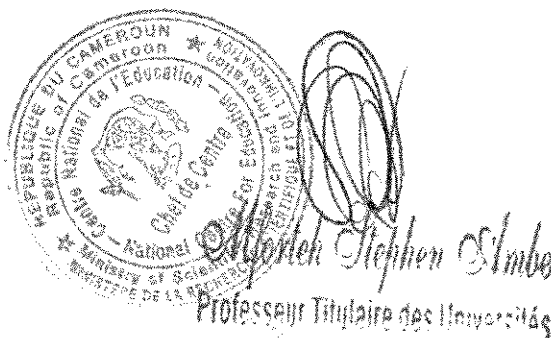
Yaoundé, le 10 décembre 2025.

Le Chef du Centre National d'Education

Autorité Contractante

Ampliations:

- MINMAP
- ARMP
- CIMP/MINRESI
- Archives
- Chronos



Ouyendeh Stephen Simbe
Professeur Titulaire des Universités

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION

CENTRE NATIONAL D'EDUCATION

SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

BP : 6331 Yaoundé – Cameroun

Tél : (237) 222 23 40 12



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF SCIENTIFIC RESEARCH
AND INNOVATION

NATIONAL CENTRE FOR EDUCATION

ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL SERVICE

PO Box 6331 Yaoundé – Cameroon

Tel : (237) 222 23 40 12

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION N°001/RQ/CNE /ICPM-MINRESI/2026 OF 10th DECEMBER 2025 FOR THE SUPPLY OF A SECURITY SERVICES AT THE NATIONAL CENTRE FOR EDUCATION

1. Subject of the invitation to tender

As part of the execution of her Public Investment Budget, the Head of National Centre for Education launch an Open National Invitation to tender for the supply and installation of computer materials at the National Centre for Education.

2. Nature of services

The services to be provided by this contract are for the supply of security services at the National Centre for Education such as technical specifications précised in the invitation to tender's file.

3. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to Cameroonian enterprises with experience in the domain.

4. Financing

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by the current Budget 2026 of the National Centre For Education; Budget head N°619300

5. Forecast cost

The estimated cost of the work is **twelvemillions (12 000 000) ECFA**.

6. Allotment

The work covered by this contract consists of a single lot.

7. Submission of offers

The submission of offers is on line.

8. Consultation of the File

The physical Tender File may be consulted during working hours at the Ministry of Scientific Research and Innovation, Department of General Affairs, Publics Contracts Service, PO BOX: 1457 phone 222 23 24 42 or at the National Centre for Education, administrative and financial services, telephone 222 23 40 12/ 699 33 48 91 and electronic version on the platform COLEPS at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontacts.cm> as soon as this notice is published.

9. Withdrawal of the File

The file may be obtained at the Ministry of scientific research and innovation (MINRESI), Department of General Affairs, Publics Contracts Service, PO BOX 1457, Phone 222 23 24 42 following the publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of **25 000 (twenty five thousand) francs CFA**, payable at the public Treasury.

It is also possible to obtain the quotation request file by free of charge download the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditional upon payment of the purchase fee for the quotation request file.



10. Bid bond

10.1 Each bidder must include in his administrative documents a bid bond paid by hand, issued by recognized financial organization or institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in public Contracts matters featuring on the list included in section 7 of the quotation request file the amount of **two hundred thousand (200, 000)** and valid thirty (30) days following the original date of the validity of the offers.

10.2 The absence of the above-mentioned bid bond will result in the outright rejection of the offer. A tender bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening is inadmissible.

11. Submission of offers

Each offer drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, must be transmitted by the bidder on COLEPS platform not later than 08th January 2026 at **1 pm**. An operational backup copy of the offer in PDF format, saved on a USB key must be sent in a sealed envelope to the Publics Contracts Service of the Ministry of scientific research and innovation (MINRESI) should carry the inscription:

"NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION N°001/RQ/CNE /ICPM-MINRESI/2026 OF 10TH DECEMBER 2025 FOR THE SUPPLY OF A SECURITY SERVICES AT THE NATIONAL CENTRE FOR EDUCATION"

"TO BE OPENED ONLY DURING A BID-OPENING SESSION".

12. File size and format

For online submissions, the maximum sizes of documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- **5 MO** for the administrative offer
- **15 MO** for technical Offer
- **5 MO** for financial offer

The accepted formats are as follows;

- PDF format for text documents
- JPEG for images

The candidate will ensure the use of compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted

13. Opening of bids

The bids shall be opened in a single phase.

The opening of the administrative documents and the technical and financial offers will take place on 08th January 2026 at **2 PM** local time by the Tenders Board of MINRESI in the meeting hall.

Only bidders can attend this opening session or be duly represented by a person of their choice.

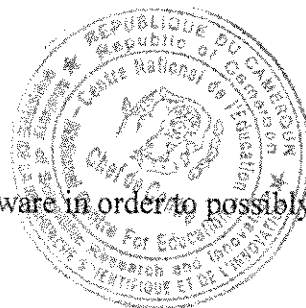
Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must be less than three months old or have been established after the date of signature of the Notice of Quotation. In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

14. Quotation Admissibility

Administrative documents, the technical quotation and the financial quotation must be placed in separated envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will not be accepted by the project Owner:

- Envelopes containing information on the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadlines;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Envelopes without information about the identity of the call for tenders;



- Failure to comply with the number of copies indicated in the quotation request or offering copies only.

Any offer that is incomplete in accordance with the requirements of the Request for Quotation will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institute approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the models of documents in the Quotation Request will result in the outright rejection of the Quotation without any recourse.

A tender quotation produced by having no relation to the consultation concerned is considered as absent. The tender quotation presented by the tenderer during the tender opening session is inadmissible.

15. Tender evaluation of offers criteria

The evaluation of the offers will be made in three stages:

Stage 1: Verification of the compliance of the administrative file, from each bidder;

Stage 2: Technical evaluation of compliant administrative files;

Stage 3: Analysis of the financial offers of bidders with compliant administrative and technical files.

1st Stage: Eliminary criteria

- Absence of a stamped bid deposit conforming to the attached model and its deposit receipt issued by the Caisse de depots et Consignation (CODEC) upon opening of bids ;
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- Absence or non-compliance a document in the administrative file other than the bid bond wither 48 hours after the opening of the tender,
- Absence of bid bond in the administrative file;
- Non compliance with the descriptions of the service;
- Absence of a quantified unit price;
- Absence of technical datasheets and manufacturer's prospectuses;
- Non compliance with all the major technical characteristics of equipments
- Absence of two or more references for similar service (1st and last page of the contract + approval report) realized in the last three years;
- Lack of a declaration on honor that the bidder has not failed to fulfill a contract during the last three (3) years and is not on the official list of defaulting companies published annually by the Ministry of Public Contracts.
- Absence of an operational backup copy of offers in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

2nd Stage: Evaluation of financial offers

- Verification of concordance between prices in figure and in words in the Unit Price Schedules;
- Verification of the reporting of Unit Price in the Unit Price Schedules and those in the quantitative and estimated quotes;
- Verification of the transfer of quantitative from the quotation request to the quantitative and estimated quote ;
- Verification of the calculation and correction, if necessary, of the quantitative and estimated quote

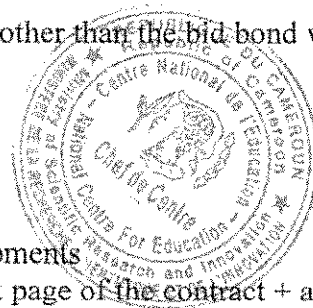
3rd Stage: Comparison of offers

16. Delivery deadline

The maximum delivery deadline allowed by the Project Owner for the supplies that constitute this tender shall be seventy-five (75) days. This period begins on the date of notification of service order to commence the services.

17. Contract Award

The Contracting Authority will grant the contract to the bidder whose offer deemed to be substantially compliant the request for quotation and who has the technical and financial capacity required to satisfactorily execute the call-off letter and whose offer has been evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.



18. Validity of offers

Bidders will remain committed to their offers for *90 days* from the deadline set for the submission of tenders.

19. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours at the Ministry of Scientific Research and Innovation (MINRESI), Department of General Affairs, Publics Contract Service, PO BOX 1457, Phone 222 23 24 42, or at National Centre for Education, Administrative and Financial Service Tel: 675 736545 /699094615.

20. Fight against corruption and bad practices

To report any practices facts, or actions, attempted corruption, or malpractices, please call CONAC at 1517 For any attempt at corruption or malpractice, kindly contact MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48 and the Anti-corruption Unit MINRESI.

Yaoundé, on the 10th December 2025

The Chief of the National Centre for Education

Contracting Authority

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Tenders board /MINRESI
- Archives
- Notice board



Professeur Titulaire des Universités